



CHAPITRE 53

CHAPTER 53

Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke

An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

ATTEUDU que la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 110; 3 George VI, chapitre 108; 4 George VI, chapitre 84; 6 George VI, chapitre 77; 9 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 60; 11 George VI, chapitre 85; 12 George VI, chapitre 55; 14 George VI, chapitre 86; 14-15 George VI, chapitre 75; 15-16 George VI, chapitre 70; 1-2 Elizabeth II, chapitre 67; 2-3 Elizabeth II, chapitre 67; 3-4 Elizabeth II, chapitre 70; 4-5 Elizabeth II, chapitre 71; 5-6 Elizabeth II, chapitre 73, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 55, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande de ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 11 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et par l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Rémunérations.

"64. A compter du premier janvier 1959, le maire recevra annuellement com-

WHEREAS the city of Sherbrooke has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George VI, chapter 105, as amended by the acts 2 George VI, chapter 110; 3 George VI, chapter 108; 4 George VI, chapter 84; 6 George VI, chapter 77; 9 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 60; 11 George VI, chapter 85; 12 George VI, chapter 55; 14 George VI, chapter 86; 14-15 George VI, chapter 75; 15-16 George VI, chapter 70; 1-2 Elizabeth II, chapter 67; 2-3 Elizabeth II, chapter 67; 3-4 Elizabeth II, chapter 70; 4-5 Elizabeth II, chapter 71; 5-6 Elizabeth II, chapter 73, and 6-7 Elizabeth II, chapter 55, be again amended, to give it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city, by section 11 of the act 1 George VI, chapter 105, and by section 5 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 71, is again replaced, for the city, by the following:

Preamble.

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

Remunerations.

me rémunération, une somme de quatre mille huit cents (\$4,800.00) dollars et une somme additionnelle de deux mille quatre cents (\$2,400.00) dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à sa charge; les échevins recevront comme rémunération une somme annuelle de mille six cent soixante-six dollars et soixante-sept cents (\$1,666.67) et une somme additionnelle de huit cent trente-trois dollars et trente-trois cents (\$833.33) pour payer une partie des dépenses inhérentes à leur charge.

Frais de voyage, etc.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés à même les fonds généraux de la cité, des frais de voyages et de représentation faits dans l'intérêt de la cité, sur résolution du conseil."

as remuneration a sum of four thousand eight hundred (\$4,800.00) dollars and an additional sum of two thousand four hundred (\$2,400.00) dollars to pay part of the expenses inherent in his office; the aldermen shall receive as remuneration an annual sum of one thousand six hundred sixty-six dollars and sixty-seven cents (\$1,666.67) and an additional sum of eight hundred thirty-three dollars and thirty-three cents (\$833.33) to pay part of the expenses inherent in their office.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed out of the general funds of the city for the travelling and entertainment expenses incurred in the interest of the city upon a resolution of the council."

Travelling expenses, etc.

Aliénation de réseau gazifère autorisée.

2. Nonobstant l'article 2 du chapitre 223 Statuts refondus, 1941, et l'article 100 de la loi 1 George VI, chapitre 105, la cité est autorisée à vendre, à louer ou autrement aliéner les propriétés immobilières, l'équipement et le réseau de canalisation souterraine servant à l'entreposage, l'exploitation et la distribution du gaz propane, dans ladite cité.

Règlement requis.

Ladite vente ne pourra cependant se faire sans un règlement à cet effet, soumis à l'approbation des contribuables propriétaires, en conformité de l'article 593 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 9 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 70.

2. Notwithstanding section 2 of chapter 223 Revised Statutes, 1941, and section 100 of the act 1 George VI, chapter 105, the city is authorized to sell, lease or otherwise alienate the immoveable property, the equipment and the system of underground canalization used for the storage, exploitation and distribution of propane gas in the said city.

Alienation of gas system authorized.

The said sale however shall not be made without a by-law to that effect, submitted for the approval of the ratepayers who are proprietors, in conformity with section 593 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city, by section 9 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 70.

By-law required.

S.R., c. 233, a. 135, remp. pour la cité.

3. L'article 135 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé par l'article 15 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

3. Section 135 of the Cities and Towns Act, as replaced by section 15 of the act 1 George V, chapter 105, and section 3 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 70, is again replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 135, replaced for city.

Époque de la confection.

"135. Entre le 15 et le 31 mars de chaque année, le greffier doit préparer, pour chaque quartier, une liste des électeurs qualifiés pour voter aux élections municipales."

"135. Between the 15th and the 31st of March of each year, the clerk shall prepare, for each ward, a list of the electors qualified to vote at the municipal election."

Time of preparation.

S.R., c. 233, a. 139, remp. pour la cité.

4. L'article 139 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 17 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

4. Section 139 of the Cities and Towns Act, as amended by sections 17 of the act 1 George VI, chapter 105, and by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 71, is again replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 139, replaced for city.

Certification des listes.

"139. Le 31 mars ou le lendemain si le 31 est un jour férié, le greffier doit certifier chacune desdites listes et elles demeurent déposées à son bureau jusqu'au 12 avril suivant, de neuf heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

Avis.

Au moins trois jours avant le 4 avril, le greffier doit donner une avis public dans lequel il déclare que la liste a été préparée suivant la loi et qu'elle est déposée à son bureau pour l'information de toute personne intéressée."

S.R., c. 233, a. 143, remp. pour la cité.

5. L'article 143 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé par l'article 18 de la loi 1 George VI, chapitre 105, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Greffier spécial.

"143. Si le 31 mars, le greffier n'a pas préparé la liste électorale, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour du magistrat ou le magistrat de district qui la préside, doit, sur requête sommaire de toute personne intéressée ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste électorale."

S.R., c. 233, a. 426, am. pour la cité.

Chantiers, etc.

6. L'article 426, paragraphe 28° de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"28° Pour prescrire les endroits où peuvent être établis des chantiers à bois de construction; à quelle hauteur et où peuvent être empilés du bois de charpente, du bois de chauffage et autres matières combustibles, et pour obliger toute personne tenant un chantier à bardeaux, lattes ou bois de construction dans les limites de la municipalité, d'enlever ces matériaux, lorsqu'ils sont devenus dangereux pour les bâtiments, constructions ou autres propriétés avoisinantes."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

Endroits de stationnement.

7. L'article 429, paragraphe 4°b de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"4°b Pour établir et entretenir des endroits où peuvent stationner les véhicules automobiles, construire des édifices pour fins de stationnement, y installer des

"139. On the 31st of March, or on the following day if such day is a holiday, the clerk shall certify each of the said lists and they shall remain lodged in his office until the 12th of April, following from nine o'clock in the morning until four o'clock in the afternoon.

Not less than three days prior to the 4th of April, the clerk shall give a public notice setting forth that the electoral list has been prepared according to law and that it has been lodged in his office for the information of all persons interested."

5. Section 143 of the Cities and Towns Act, as replaced by section 18 of the act 1 George VI, chapter 105, and by section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 71, is again replaced, for the city, by the following:

"143. If on the 31st of March, the clerk has not made the list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district magistrate presiding over such court, on summary petition of any interested person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the list of electors."

6. Section 426, paragraph 28 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"28. To regulate the location of lumber yards the height and the places where timber, firewood and other combustible materials may be piled; and to require any person maintaining any shingle, lath or lumber yard in the municipality to remove the same when it becomes dangerous to buildings, structures or other neighbouring property."

7. Paragraph 4b of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"4b. To establish and maintain parking places for motor vehicles, erect buildings for purposes of parking, install parking chronometers or other means of col-

Certification of lists.

Notice.

R.S., c. 233, s. 143, replaced for city.

Special clerk.

R.S., c. 233, s. 426, am. for city.

Lumber yards, etc.

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Parking places.

chronomètres de stationnement ou autre système de perception et fixer des tarifs pour l'usage de ces endroits.

Rembour-
sement
d'em-
prunts.

La cité aura le pouvoir d'approprier les revenus provenant des parcomètres ou de tout autre système de perception, d'une partie ou de toute la municipalité, au remboursement des emprunts contractés pour l'établissement de terrains ou de bâtisses destinées au stationnement."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.
Nouvelles
rues, etc.

8. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Sherbrooke, en remplaçant le paragraphe 8°, par les paragraphes suivants:

"8° Pour fixer l'emplacement des rues, publiques ou privées, sur un terrain que le propriétaire subdivise en lots à bâtir dans les limites de la municipalité; pour prohiber ces subdivisions et emplacements de rues lorsqu'ils ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que ces rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;

Usage.

"8a Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds anglais;

Permis
de lotis-
sement
requis.

"8b Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetées, montrant ou non des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement" moyennant le paiement d'une licence. Les sommes ainsi perçues ne pourront être employées que pour défrayer les frais d'administration que pourrait occasionner un tel règlement."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

9. L'article 429 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié, pour la cité, en ajoutant après les paragraphes 21° et 22°, les paragraphes suivants:

Clôtures
à neige.

"21a Pour installer des clôtures à neige dans des endroits le long des rues et des artères de circulation; si l'installation est faite sur les terrains privés, la cité devra

lection there and fix tariffs for the use of such places.

The city shall have the power to appropriate the revenues from the parking meters or other system of collection, from a part or the whole of the municipality, for the reimbursement of loans contracted for the establishment of grounds or buildings destined for parking."

Reim-
burse-
ment of
loans.

8. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Sherbrooke, by replacing paragraph 8, by the following paragraphs:

"8. To regulate the laying out of the public or private streets upon any land situated within the municipality, and which the owner is subdividing into building lots, and to prohibit any such subdivision or laying out of streets whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality;

New
streets,
etc.

"8a. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out public or private streets, the distance to be left between them and the width which they must have if such width is to exceed sixty-six (66) feet, English measure;

Use.

"8b. To compel the owner to submit the plans of contemplated subdivisions, showing streets or not, to a designated officer and to obtain a certificate of approval called a "subdivision permit" upon payment of a license. The sums so collected may be used only to pay the administration costs occasioned by such by-law."

Subdivi-
sion
permit
required.

9. Section 429 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city, by adding, after paragraphs 21 and 22, the following paragraphs:

"21a. To install snow fences in places along the streets and thoroughfares; if such installation is made on private property, the city shall compensate the

Snow
fences.

compenser les propriétaires pour les dommages occasionnés;

Fermeture lors du dégel.

"22^a Pour fermer certaines rues, lors du dégel printanier et pour détourner le trafic lourd en aucun temps par camions ou autrement, selon qu'il le jugera nécessaire pour la protection des rues, le bien-être de la population et la sécurité du public;"

proprietors for the damages so occasioned;

"22a. To close certain streets, at the time of the spring thaw and divert heavy traffic at any time by trucks or otherwise, as deemed necessary for the protection of the streets, the welfare of the population and the public safety;"

Closing during thaw.

S.R., c. 233, a. 531, am. pour la cité.

Subdivisions enregistrées.

10. L'article 531 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié, pour la cité, en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

"Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, dans le cas où la subdivision d'une propriété a été enregistrée au bureau de la subdivision d'enregistrement où cette propriété est située, le conseil pourra ordonner aux estimateurs de ne pas évaluer séparément chaque lot subdivisé tant que les services publics et municipaux n'auront pas été installés dans les rues situées en bordure desdits lots."

10. Section 531 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city, by adding after the first paragraph, the following:

"Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, when the subdivision of a property has been registered in the office of the registration division where such property is situated, the council may order the assessors not to assess separately each subdivided lot as long as the public and municipal services have not been installed in the streets bordering on the said lots."

R.S., c. 233, s. 531, am. for city.

Registered subdivisions.

Emprunt autorisé.

11. Pour les fins industrielles mentionnées aux articles 9 et 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 70, et tout spécialement pour la construction d'une usine pour American Bilrite Company Limited, à Sherbrooke, la cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas cinq cent mille (\$500,000.00) dollars par règlement sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires.

11. For the industrial purposes mentioned in sections 9 and 10 of the act 15-16 George VI, chapter 70, and more particularly for the construction of a factory for American Bilrite Company Limited, in Sherbrooke, the city is authorized to borrow a sum not exceeding five hundred thousand (\$500,000.00) dollars by by-law subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of law respecting loan by-laws except that it shall not be necessary to submit the said by-law for the approval of the municipal electors who are proprietors.

Loan authorized.

Idem.

12. Durant les prochains trois (3) ans, à savoir: 1959, 1960 et 1961, la cité est autorisée à emprunter annuellement un montant maximum de deux cent mille (\$200,000.00) dollars au moyen d'obligations, sans être tenue aux formalités requises pour l'approbation des règlements d'emprunts par les propriétaires, sauf l'approbation de la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales. Les montants susmentionnés serviront exclusivement au paiement des travaux d'améliorations et de répa-

12. During the next three (3) years, to wit: 1959, 1960 and 1961, the city is authorized to borrow annually a maximum sum of two hundred thousand (\$200,000.00) dollars by means of debentures, without being obliged to comply with the formalities required for the approval of loan by-laws by the proprietors, except the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs. The amount mentioned above shall be used exclusively to pay for the urgent and necessary improvement works

Idem.

rations urgentes et nécessaires aux réseaux de transmission et de distribution d'énergie électrique de la municipalité, de même qu'au paiement du matériel requis pour lesdites améliorations ou réparations.

and repairs to the electric power transmission and distribution system of the municipality, and to pay for the material required for the said improvements and repairs.

Prêt hypothécaire ou garantie autorisée.

13. Nonobstant les dispositions de toute loi incompatible avec le présent article, la cité de Sherbrooke est autorisée à faire un prêt hypothécaire ou à garantir un emprunt n'excédant pas la somme de trois millions (\$3,000,000.00) dollars à la Compagnie Walter M. Lowney Limited, pour les fins de construction d'une usine dans les limites de la cité de Sherbrooke.

13. Notwithstanding the provisions of any act inconsistent with this section, the city of Sherbrooke is authorized to make a hypothecary loan or secure a loan not exceeding the sum of three million (\$3,000,000.00) dollars to the Walter M. Lowney Company Limited, for purposes of construction of a plant within the limits of the city of Sherbrooke.

Règlement.

A ces fins, la cité adoptera un règlement d'emprunt sujet à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, conformément à l'article 593 de la Loi des cités et villes tel qu'amendé pour la cité de Sherbrooke, à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil.

For such purposes the city shall pass a loan by-law subject to the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovables, according to section 593 of the Cities and Towns Act as amended for the city of Sherbrooke and to approval by the Quebec Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council.

Première hypothèque, etc.

La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle ou toute garantie d'emprunt donnée par elle en vertu des présentes dispositions soient garanties par première hypothèque sur les terrains et bâtisses ainsi acquis. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la cité au même titre que les immeubles.

The city must require that any loan to which it has agreed or loan guarantee given by it under these provisions, shall be secured by a first mortgage on the property and the buildings so acquired. It may also take a guarantee on the machinery without being bound to have possession thereof to guarantee the claim of the city as for the immovables.

Acquisition pour protection de créance.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables mortgaged in its favour, as well as the machinery, and afterwards sell again or rent the same; the price of the resale or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used only for the reimbursement of the said loans.

Communtation autorisée.

14. A compter du premier janvier 1961, jusqu'au premier janvier 1966, c'est-à-dire pour une période de cinq (5) ans, la Compagnie Walter M. Lowney Limited sera imposée annuellement comme suit, pour fins de taxes municipales et scolaires:

14. From and after the first of January, 1961, until the first of January, 1966, or a period of five (5) years, the Walter M. Lowney Company Limited shall be assessed as follows annually for municipal and school taxation purposes:

Taxes scolaires:	\$13,000.00
Taxes municipales:	\$10,000.00
Taxes d'affaires:	\$ 7,000.00.

School taxes:	\$13,000.00
Municipal taxes:	\$10,000.00
Business taxes:	\$ 7,000.00.

Acquisi-
tions au-
torisées.

15. Pour les fins prévues à l'article 13 ci-dessus la cité de Sherbrooke est autorisée à acquérir de gré à gré, ou par voie d'expropriation, en tout ou en partie, les lots 112, 113, 114, 158 et 161 au cadastre officiel du canton d'Orford aujourd'hui annexés, soit une superficie de 122.78 acres.

Signature
de contrat
autorisée,
etc.

Nonobstant toute disposition testamentaire à ce contraire, de la part de John Graham (acte numéro 3,061 des minutes du notaire Paul Sylvestre de Sherbrooke, en date du 10 septembre 1947) Clifford Graham et Mabel May Barter, née Graham, épouse de Ambrose Osborne Barter, sont autorisés à signer tout tel contrat de vente, et l'enregistrement dudit contrat ou du jugement homologuant la sentence de la Régie des services publics, selon le cas, aura l'effet du décret.

15. For the above mentioned purposes in article 13, the city is authorized to acquire by mutual agreement, or by expropriation, in part or in whole, lots numbers 112, 113, 114, 158 and 161 on the cadastral plan and book of reference for the township of Orford, now annexed to the city, the whole having an area of 122.78 acres.

Acquisi-
tions au-
thorized.

Notwithstanding any testamentary clause to the contrary by John Graham (act number 3,061 of the minutes of notary Paul Sylvestre of Sherbrooke, September 10th, 1947), Clifford Graham and Mabel May Barter, born Graham, wife of Ambrose Osborne Barter, are authorized to sign such a deed of sale, and the registration of said deed or of the judgment homologating the decision of the Public Service Commission, as the case may be, shall have the effect of a forced sale.

Signing of
contract
author-
ized, etc.

Acquisi-
tions pour
logements
salubres.

16. La cité est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation d'un plan de construction de logements salubres.

Travaux
requis.

La cité, pour les mêmes fins, pourra démolir les habitations jugées insalubres, dangereuses ou de la nature d'un taudis; préparer l'emplacement des nouvelles constructions, faire construire des maisons dont les plans auront été acceptés par le conseil et y aménager les services d'utilités publiques.

Titres de
propriété.

La cité pourra détenir des titres sur lesdites propriétés, soit seule, soit conjointement avec les gouvernements supérieurs ou toute commission gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou tout autre propriétaire.

Vente,
etc.

La cité pourra disposer desdits immeubles en les hypothéquant, les vendant, les louant, seule ou conjointement avec tout autre propriétaire ci-dessus désigné.

Em-
prunts.

A ces fins, la cité pourra emprunter, en suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme ne dépassant pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

16. The city is authorized to acquire by mutual agreement or by expropriation all lands or any immoveables needed for the carrying out of a plan for the construction of sanitary dwellings.

Acquisi-
tions for
sanitary
dwellings.

For the same purposes the city may demolish dwellings deemed insanitary, dangerous or akin to alums; prepare the site for new constructions, have houses built the plans of which shall have been accepted by the council and fit up services of public utilities.

Work
required.

The city may hold titles on said properties, either alone, or jointly with the higher governments or any government commission, provincial or federal, or any other proprietor.

Titles of
owner-
ship.

The city may dispose of the said immoveables in mortgaging, selling or renting them, alone or jointly with any other proprietor above mentioned.

Sale, etc.

For such purposes, the city may borrow, in complying with the formalities governing loans, a sum not exceeding three hundred thousand (\$300,000.00) dollars.

Loans.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.